

VERS LE 1^{ER} MAI, POINT DE DEPART D'UN CYCLE DE CONQUETES SOCIALES

Paris, le 24 mars 2026

La séquence des municipales se clôt, et leurs résultats auront des effets importants sur nos vies. Nous saluons la combativité des militant·es associatifs, syndicaux, politiques qui ont rendu possible la victoire de listes progressistes dans de nombreuses villes. Cependant, de nombreuses villes sont passées ou restées à l'extrême droite. Dans ces communes, nous appelons nos structures à s'organiser pour défendre les populations les plus vulnérables face à ses attaques. L'extrême droite est l'ennemie des travailleurs et des travailleuses, de l'écologie, de la démocratie.

Nos mobilisations portent leurs fruits : le travail d'enquête, de sensibilisation et de revendication sur la [rénovation écologique du bâti scolaire](#), déjà amorcé par l'intersyndicale des personnels de l'éducation, en a fait un thème incontournable des projets des listes progressistes.

D'ores et déjà nous nous mettons en ordre de bataille pour remettre les luttes sociales et environnementales au cœur du débat public, et pour établir une fiscalité socialement juste et écologique, qui répartisse les richesses en mettant à contribution les plus riches et les grandes entreprises. **Nos organisations appellent à se mobiliser massivement lors des manifestations du 1^{er} mai.** Des mesures d'urgence sont nécessaires pour répondre à la crise sociale et environnementale. Les problèmes rencontrés au travail, pour l'accès à la santé et aux services publics, doivent être la boussole des décisions politiques et le centre des débats lors des échéances électorales à venir. Les classes populaires risquent de se retrouver en première ligne non seulement des impacts du dérèglement climatique et des pollutions, mais aussi des effets de politiques de transition écologique construites sans elles. Une partie d'entre elles est dépendante des énergies fossiles par leur emploi, les modes de transport qui leur sont imposés, dans leur logement. **Nous défendons pied à pied une écologie protectrice du monde du travail, des classes populaires et des plus précaires, et qui dessine un avenir de transformation sociale.**

Pour cela, il nous faut :

1. De nouveaux droits pour les salarié·es des entreprises conduites à se reconverter : un nouveau statut du salarié·e basé sur une Sécurité sociale professionnelle. Il faut des droits à la formation professionnelle, la continuité du salaire entre deux emplois, le maintien des droits du salarié·e tels que l'ancienneté et leur transférabilité d'un emploi à l'autre, pour leur éviter de passer par la case chômage et leur garantir une amélioration de leurs conditions de travail et de vie.
2. Des services publics de qualité et de proximité, accessibles à moins d'une demi-heure en transports : maison médicale, poste, école... ce qui impose un plan de développement massif et d'extension des services publics accessibles à tou·tes.
3. Une politique des transports qui ne contraigne personne à subir [les coûts de la voiture individuelle thermique](#). Cela passe par le report des investissements publics consacrés à des projets routiers (entre 13 et 20 milliards d'euros) [vers le système ferroviaire](#) (voyageurs·euses et marchandises), notamment les lignes de desserte fine du territoire, et les transports en commun.
4. Des politiques qui permettent de s'affranchir des pesticides, en protégeant le revenu et l'emploi des paysan·es, des salarié·es agricoles et de tou·tes les travailleurs et travailleuses de la filière.
5. L'accès et le droit au logement de qualité pour toutes et tous.